

« Avoir un lieu, c'est avoir eu lieu. » Le Palast der Republik comme monument

Elisa Goudin-Steinmann

Après la chute du mur de Berlin, lorsque s'est posée la question de l'avenir du Palais de la République (ill. 1), des problèmes de mise aux normes ouest-allemandes – le symbole est ici déjà très net – ainsi que des problèmes liés à la présence d'amiante ont fait naître un débat qui a opposé pendant plusieurs années les partisans de la sauvegarde de cet édifice aux partisans de sa destruction, qui souhaitaient, pour certains, reconstruire l'ancien château de Berlin. Ce bâtiment sans grand intérêt architectural avait une image plutôt négative car il était en RDA le siège du pouvoir et des simulacres de débats démocratiques qui se tenaient au sein de l'Assemblée nationale, la « Chambre du peuple ». Il a pourtant connu un glissement très net de sa charge symbolique pour devenir un emblème de la résistance contre une unification nationale perçue par certains comme contraire aux intérêts des habitants de l'ex-RDA.

Comment et quand ce glissement s'est-il produit ? Et que dire alors de la monumentalité soudaine de ce bâtiment, acquise dans et par ce glissement ? Si cette *Bedeutungsverschiebung*, ou « *Umbewertung* » – pour reprendre les termes utilisés par Wolfgang Kaschuba¹ –, a été possible, c'est parce que le Palais de la République était également un lieu de création culturelle, une maison de la culture conçue sur le modèle des *Volksheime* préconisées par le mouvement ouvrier dès le milieu du XIX^e siècle². Le lieu sur lequel il a été construit est également important : il s'agit de la place du Château³, détruit pendant la guerre, que les autorités de la RDA ont refusé de reconstruire car elles y voyaient un symbole du militarisme et de la noblesse prussienne. Or, c'est par un jeu sur les différents symboles véhiculés par ce bâtiment que les défenseurs du Palais de la République ont tenté d'éviter sa destruction. Avant sa démolition, il a été le théâtre de plusieurs représentations théâtrales et d'expériences artistiques

-
- 1 Wolfgang Kaschuba, *Volkspalast – zwischen Aktivismus und Kunst*, éd. par Amelie Deuffhard *et al.*, Berlin, 2006.
 - 2 Entre l'ouverture en 1976 et la fermeture en 1990, ce bâtiment a reçu au total 70 millions de visiteurs, ce qui, rapporté à la population de la RDA, est considérable : cela représente 5 millions de visiteurs par an, soit 12 000 par jour.
 - 3 Celle-ci s'appelait entre 1951 et 1994 la place Marx-Engels, car les autorités de la RDA avaient décidé de la rebaptiser.



1 Le Palais de la République, lieu culturel et siège de la *Volkskammer*, le Parlement de l'ancienne RDA, construction : 1973-1976, démolition : 2006-2008, Berlin, Schloßplatz (Marx-Engels-Platz 1950-1994), photo : Heinz Junge (avril 1986)

diverses. Nous avons voulu retracer cette trajectoire, en tentant de comprendre comment un édifice qui incarnait le pouvoir du SED (le Parti socialiste unifié d'Allemagne) a pu devenir un emblème de l'affirmation d'une identité culturelle est-allemande.

Un discours peut-il transformer un édifice en monument ?

Le changement progressif de paradigme dans le débat sur l'avenir du Palais de la République

Nous proposons d'analyser les enjeux identitaires qui sont apparus dans le débat autour de l'approche de cet édifice comme monument à part entière, en partant de l'examen des tracts, textes et articles publiés sur les blogs des différentes associations de défense du Palais de la République, ainsi qu'en examinant les différents projets architecturaux conçus comme autant d'alternatives au

débouloonnage. Comment l'architecture et la mémoire s'organisent-elles dans ce monument si particulier? Qu'est-ce qui caractérise la stratégie des défenseurs de cet édifice? Peut-on mettre en évidence de grandes lignes d'argumentation qui seraient récurrentes? Si l'on regarde les différents arguments développés, on constate, d'une façon générale :

- que le registre artistique est très peu présent,
- que le registre de la mémoire est évoqué mais le plus souvent seulement dans le titre des documents, qu'il s'agisse de tracts ou d'articles de presse,
- que le registre de l'opposition au système ouest-allemand dominant est celui qui est le plus utilisé dans le corps du texte.

À titre d'exemple, le « Bündnis für den Palast », fondé le 19 octobre 2005 dans un appartement privé de Berlin à l'initiative de jeunes architectes, a compté jusqu'à trois cent cinquante membres, dont de nombreux architectes étrangers. L'objectif était d'empêcher la démolition du Palais. On retrouve de façon récurrente dans les textes publiés par cette association des références au fait que cet édifice fonctionne : ainsi le texte rédigé à l'occasion de sa fondation indique que le but est le « maintien de cet édifice public qui fonctionne ». On peut formuler l'hypothèse que ce champ sémantique du fonctionnement n'est pas là par hasard : c'est peut-être aussi une façon d'affirmer que certaines choses fonctionnaient aussi en RDA (comme des modes de sociabilité, d'entraide, de prise en charge par l'État de la garde des enfants, etc.) et que, par conséquent, le trait tiré très rapidement sur cet État a représenté une occasion manquée d'améliorer le fonctionnement du système ouest-allemand concurrent. C'est une idée que formule aussi l'architecte hollandais, Rem Koolhaas :

« Lorsque l'Allemagne s'est unifiée, on a laissé passer selon moi une possibilité énorme, celle de montrer un respect réciproque pour les différentes réalisations culturelles et sociales. Je suis toujours très effrayé par le démantèlement presque agressif d'édifices est-allemands, en particulier lorsque cela est fait au nom de l'Histoire. C'est quand même absurde d'éliminer des objets historiques au nom de l'Histoire⁴. »

Dans cette optique, le démantèlement du Palais de la République est interprété par de nombreux citoyens de l'ex-RDA comme un jugement de valeur sur leur

4 « Als Deutschland sich vereinigte, wurde meiner Meinung nach die enorme Möglichkeit vergeben, gegenseitigen Respekt für die unterschiedlichen kulturellen und sozialen Bemühungen auf beiden Seiten zu zeigen. Ich bin noch immer sehr erschrocken über die geradezu aggressive Auslöschung ostdeutscher Bauten, besonders, wenn sie im Namen der Geschichte geschieht. Es ist doch absurd, wenn Historisches im Namen der Geschichte eliminiert wird », dans Michael Sontheimer, « Interview mit Architekt Koolhaas. Es war ein Verbrechen, den Palast der Republik nicht zu retten », *Spiegel online*, 27 avril 2004, <http://www.spiegel.de/kultur/gesellschaft/interview-mit-architekt-koolhaas-es-war-ein-verbrechen-den-palast-der-republik-nicht-zu-retten-a-296828.html> [accès vérifié en septembre 2020, comme pour toutes les URL qui suivent].

propre biographie : « Et l'idée de reconstruire le château est bien sûr un effort pour radier une époque historique – et en même temps pour dire aux Allemands de l'Est : vos vies n'ont servi à rien⁵. »

On retrouve par ailleurs dans ces tracts de très nombreuses allusions à la notion de *société civile*, par opposition aux milieux politiques dirigeants. Ainsi Karin Baumert, engagée également pour la sauvegarde du Palais, choisit de titrer son article : « Sauvez le Palais. Sauvez la société civile⁶ ». Ce raccourci suggère une adéquation directe entre le Palais et la société civile. L'idée est que ce sont des cercles dirigeants ouest-allemands, sans contact direct avec les citoyens, qui auraient pris la décision de démolir le Palais, contre l'avis des acteurs sociaux de la « société civile ». Le texte fondateur du Bündnis für den Palast souligne l'importance d'un débat politique sur l'avenir de Berlin, et indique que ce débat a pour l'instant été « étouffé dans l'œuf ».

Il est à noter que les expressions employées sont parfois extrêmement violentes. Ainsi le collectif des anciens travailleurs « pro-Palast », dans un tract du 24 janvier 2005 rédigé par R. Ellenreit et K. Wons⁷, n'hésite pas à utiliser le terme de « barbarisme culturel ». À propos des cercles dirigeants, et en particulier des hommes politiques ouest-allemands, ils dénoncent la « haine contre tout ce que la RDA a apporté⁸ », et voient dans le projet de destruction du Palais de la République un exemple concret de la « stratégie globale de délégitimation contre l'ex-RDA annoncée en 1991⁹ ». Une autre expression mérite également d'être relevée : le « vandalisme destructeur motivé par des objectifs politiques¹⁰ ». Cette expression nous place au cœur du problème : l'idée qui est souvent sous-jacente est que la nouvelle Allemagne ne pouvait définir sa nouvelle identité qu'en rasant la RDA, en venant à bout, de façon symbolique, de l'identité propre à la RDA. Sur les banderoles de certains manifestants contre la destruction du Palais, on pouvait ainsi lire : « Palais de la République, les préjugés dehors, les citoyens dedans¹¹ ». On voit, à la lecture de ces textes de nature différente (tracts, blogs, articles de presse, etc.), que l'édifice acquiert au fur et à mesure une valeur emblématique qui n'était pas du tout la sienne avant la chute du Mur : il devient l'incarnation de la société civile par opposition aux cercles dirigeants, il devient un symbole de résistance et d'affirmation d'une identité

5 « Und natürlich ist die Idee, das Schloss wiederaufzubauen, der Versuch, eine historische Epoche auszuräumen – und gleichzeitig den Menschen in Ostdeutschland zu zeigen: Eure Leben waren nutzlos », dans « Interview mit Architekt Koolhaas », 2004 (note 4).

6 « Rettet den Palast – Rettet die Zivilgesellschaft! », Karin Baumert, « Der Palast wird abgerissen. Ein Abgesang? Eine kulturpolitische Betrachtung », article publié en 2005 sur le site de Bündnis für den Palast, www.palastbuenndnis.de; voir une copie sur berliner-schloss.de/die-schlossdebatte/schloss-palastdebatte/.

7 Sprecherrat der ehemaligen Mitarbeiter « pro Palast ».

8 « Hass auf alles, was die DDR hervorgebracht hat ».

9 « [...] die 1991 verkündete Delegitimierungsstrategie gegen die ehemalige DDR am konkreten Beispiel ».

10 « Der politisch motivierte Abrissvandalismus ».

11 « Palast der Republik, Vorurteile raus, Bürger rein! »

perçue comme menacée. Et cette valeur emblématique s'acquiert à travers un discours particulièrement violent, que l'on pourrait juger disproportionné au vu de la nature du monument en question. Le discours de « défense » du Palais de la République est un discours où le champ sémantique de l'opposition prend le pas sur le registre artistique et même sur celui de la mémoire.

Certains projets de cabinets d'architectes visant à redonner une nouvelle fonction au Palais de la République ont recours également à des termes très péjoratifs lorsqu'ils décrivent les intentions prêtées aux nouveaux pouvoirs dominants. L'un de ces cabinets, qui présente le concept intitulé *Palastparken*, dans le cadre du projet *Urban Catalyst* – un projet de recherche européen sur les stratégies d'utilisation des friches industrielles entre 2001 et 2003 qui est devenu ensuite une plateforme de discussion, de conférences, d'interventions publiques –, écrit par exemple : « Un démantèlement du Palais ou même une reconstruction du château serait un acte désespérément petit-bourgeois, un revanchisme néoconservateur de la pire sorte, une catastrophe politique en matière de marketing urbain arriéré¹². »

On le constate là encore : le ton est très agressif et décalé par rapport à ce qui est couramment attendu dans ce type de texte. Les enjeux en termes de monumentalité dépassent largement l'édifice lui-même. L'idée sous-jacente est ici que le débat sur le sort du Palais de la République peut être lu comme un raccourci de la façon dont a été menée l'unification nationale tout entière. On trouve cette phrase dans un autre tract : « Le Palais de la République devient ainsi un exemple très probant et visible pour tous du processus non démocratique de la réunification allemande¹³. »

Gordon Matta-Clark, un architecte de New York, a inspiré quant à lui un projet architectural nommé *Slice der Republik*¹⁴. Il s'agit de conserver le monument, mais d'en découper un morceau, en diagonale (selon l'axe formé par l'avenue Unter den Linden), que l'on déplacerait un peu plus avant sur la place. Le Palais de la République serait ainsi tranché en trois morceaux, afin de symboliser deux choses : d'une part la violence qui est faite à ce monument depuis sa fermeture en 1990, et d'autre part la partie de l'histoire allemande que l'on a cherché à nier, à découper, en envisageant la destruction du monument. L'un des messages véhiculés par ce projet est qu'il n'est pas forcément nécessaire de détruire pour faire du nouveau, une formule que l'on peut appliquer, en la trans-

12 « Ein Palastabriss oder gar ein Schlossneubau wäre ein jämmerlich kleinbürgerlicher Akt, ein neokonservativer Revanchismus übler Sorte, ein staatspolitisches Trauerspiel provinziellen Stadtmarketings », phrase utilisée dans la description du projet *Palastparken / Palace Parking* d'An Architektur, une contribution à *Abriss und dann? X Ideen für den Berliner Schlossplatz*, exposition au Palais de la République, Berlin, 16 juillet – 26 août 2005, voir www.urbancatalyst.net/xideen.php et www.urbancatalyst.net/ideenaufwurf/an_architektur.php.

13 « Der Palast der Republik wird so zum herausragenden für alle sichtbaren Beispiel für den undemokratischen Prozess der deutschen Wiedervereinigung », tract pour la défense du Palais de la République, non daté.

14 <http://subbotnik.a.tu-berlin.de/cbm/sdr/> [dernier accès : 27 avril 2004].

posant, à la nouvelle Allemagne issue de l'unification : il n'est pas nécessaire de faire table rase de l'héritage et de l'identité culturelle de la RDA pour définir une nouvelle identité culturelle commune. L'auteur revendique par ailleurs le côté radical et brutal de ce découpage, de cette soustraction d'un morceau du monument. Il s'agit pour lui de souligner son importance du point de vue de la politique urbaine mais aussi de marquer l'impossibilité de se défaire complètement d'un pan de son histoire. Enfin, l'ouverture sur l'extérieur créée par le découpage devait permettre de venir à bout du caractère très fermé du Palais de la République. On peut là encore prolonger l'interprétation et y voir une volonté de tourner la page d'un régime trop fermé. On se trouve alors face à la question récurrente de la « réformabilité » du régime du SED : pouvait-on le réformer de l'intérieur, le rendre compatible avec la démocratie, ou bien n'existait-il aucune alternative à l'unification sous l'égide de la RFA ?

Ainsi, il est possible d'interpréter le débat sur l'avenir du Palais de la République comme une métonymie du débat sur l'unification elle-même : s'il n'y a rien à faire de cet édifice, hormis le détruire, c'est pour certains une façon de laisser entendre qu'il n'y avait rien à faire de la RDA non plus. Et c'est dans cette lecture très particulière que le bâtiment acquiert son caractère de monument à part entière. Il devient d'une certaine façon le monument innocent, victime du mouvement de l'histoire. Prétendre sauver ce patrimoine architectural de la RDA, c'était donc étonnamment, dans l'esprit de ses défenseurs, une façon de reprendre la phrase de Gerard Wajcman, « Avoir un lieu, c'est avoir eu lieu » : ils craignent que, en supprimant ce symbole de la RDA, en supprimant les lieux de la RDA, on ne fasse en sorte, d'un point de vue symbolique, que la RDA n'ait pas eu lieu.

Cela s'explique par le fait que la transition vers la République fédérale a été largement interprétée comme une décision *contre* le socialisme, alors que de nombreux intellectuels est-allemands présents dans les manifestations du lundi par exemple s'étaient mobilisés contre le système du SED et non pas contre le socialisme en tant qu'idéal de vie commune. En a découlé l'idée qu'il fallait liquider cet héritage, le terme allemand *abwickeln* reflétant cette stratégie de liquidation : déboulonner la RDA pour pouvoir revenir au passé, même si ce passé, à travers le château, symbolise aussi la Prusse et le militarisme. On comprend, dès lors, que ce déboulonnage du Palais de la RDA ait pu être perçu par certains Allemands de l'Est comme une provocation. Nous avons retrouvé la trace d'une question adressée au Bundestag le 16 avril 1998, dans laquelle la députée PDS Christa Luft reprend explicitement cette étonnante ligne d'argumentation, en accusant le chancelier Helmut Kohl de vouloir « nettoyer » le centre de la nouvelle capitale de tout ce qui rappelle la RDA :

« Pourquoi la commission du budget et celle du bâtiment du Bundestag s'occupent-elles depuis des années du sort du Palais de la République, si le chancelier a déjà signé son arrêt de mort en 1995 ? [...] Une pétition de masse pour

la sauvegarde du Palais avec 82 000 signatures n'a-t-elle aucune valeur ? [...] ce qui importe pour le chancelier : le centre de Berlin doit être nettoyé de tout ce qui rappelle la RDA¹⁵. »

Un tract du 24 janvier 2005 affirme, toujours dans cette ligne d'argumentation, que la gestion de cet édifice depuis 1990 est « une humiliation collective pour la majorité de la population est-allemande¹⁶ ». Pour de nombreux citoyens de l'ex-RDA, l'unification a été vécue comme une dévalorisation brutale de leur capital socioculturel. Le risque est que, pour « devenir » est-allemands, ils n'aient plus d'autres moyens que de revenir en arrière. Ils auraient alors pour seul repère politique et social de leur autonomie ce qu'ils ont été dans le passé et qui est en train d'être effacé. On retrouve cette conviction dans cet extrait de l'un des textes accompagnant un projet architectural de reconversion du Palais de la République :

« Le démantèlement est le signal ultime, qui indique que désormais de nouveaux rapports de force sont en place, et que l'on n'est en aucun cas prêt à laisser se développer en lieu et place de la politique traditionnelle d'en haut, y compris dans le domaine de l'urbanisme et de la conception de l'espace, la moindre forme d'organisation autogérée émanant de la société, qui serait initiée par la scène culturelle et artistique¹⁷. »

Dans cet extrait, il est fait référence au mouvement *grassroot*, c'est-à-dire à toutes les formes de participation citoyenne par le bas, où les citoyens peuvent s'engager et infléchir le débat public, par opposition à ce qui vient uniquement d'en haut et est donc coupé des racines populaires, comme l'indique le terme de *Graswurzel* en allemand. L'idée qui sous-tend cette prise de position est que la nouvelle Allemagne unifiée serait celle qui confisque le débat public, qui met à mal toutes les formes d'expression populaire en imposant, par le biais du démantèlement du Palais de la République, une vision unique de l'histoire du socialisme.

15 « Wozu sind Haushalts- und Bauausschuß des Deutschen Bundestages seit Jahren und immer noch mit dem Schicksal des Palastes der Republik befaßt, wenn der Kanzler [...] bereits 1995 das Todesurteil gefällt hat? [...] Was ist eine Massenpetition mit 82 000 Unterschriften für den Erhalt des Palastes wert? [...] worum es dem Kanzler geht: die Mitte Berlins soll gesäubert werden von allem, was an die DDR erinnert », Christa Luft, membre du groupe parlementaire PDS au Bundestag, *Kleine Anfrage im Bundestag vom 16.4.98*, voir Archiv Demokratischer Sozialismus (ADS) bei der Rosa-Luxemburg-Stiftung, Bestand Dr. Christa Luft, Findbuch Nr. 8, Luft 009, 2000-IX-22.

16 « Der politische Umgang mit diesem Haus seit 1990 ist eine Beleidigung der Mehrheit der ostdeutschen Bevölkerung. »

17 « Der Abriss ist das Signal schlechthin, dass jetzt neue Verhältnisse herrschen, [...], und dass man keinesfalls gewillt ist, irgendeine Art von Graswurzelselfstorganisation, die aus der [...] Kunst- und Kulturszene angeregt wird, an die Stelle der gewohnten Machtpolitik von oben auch im Bereich der Raumgestaltung und Stadtplanung treten zu lassen », Dirk Baecker, « Der Abriss des Palastes der Republik aus soziologisch-systemtheoretischer Sicht », dans Joachim Fischer et Heike Delitz (éd.), *Die Architektur der Gesellschaft. Theorien für die Architektursoziologie*, Bielefeld, 2009.

C'est peut-être aussi un des sens de la mise en garde de Rita Süßmuth en tant que présidente du Bundestag : « Nous devons prendre au sérieux les souvenirs que les habitants de Berlin-Est associent au Palais de la République¹⁸. » Paradoxalement, ces souvenirs sont liés à l'utilisation artistique, davantage que politique, du monument du temps de la RDA. Ainsi, le Palais abritait un foyer d'artistes où travaillaient plusieurs peintres sur le thème *Wenn Kommunisten träumen*, « Lorsque les communistes rêvent », en référence à l'interrogation célèbre de Lénine sur la possibilité de rêver pour un communiste. Ce titre n'a évidemment pas été choisi au hasard, pas plus que celui des œuvres produites dans ce cadre. Werner Tübke a peint en 1975 une série de cinq toiles intitulée *Mensch – Maß aller Dinge*, « L'homme, mesure de toutes choses », Willi Sitte a peint *Die rote Fahne*, « Le drapeau rouge », Lothar Zitzmann *Weltjugendlid*, « Chant à la jeunesse du monde », ou encore Arno Mohr a peint *Forscht, bis Ihr wißt*, « Cherchez, jusqu'à ce que vous sachiez ». Tous ces titres sont intéressants car ils soulignent l'*utopie* qui sous-tend le projet socialiste, par opposition au système tel qu'il existait, et l'on retrouve dans cette idée d'utopie la notion d'absence de lieu.

C'est également la thématique de la perte des utopies, politiques et privées, qui est au centre de l'opéra *NACHT* de Georg Friedrich Hass, qui devait être joué en mai et juin 2003 au Palais de la République. Le compositeur est parti de textes de Hölderlin sur l'identité et la mémoire, dont le point commun est de traiter de la perte des utopies qui engendre la perte de l'espoir. Le directeur artistique de l'Opéra Unter den Linden de Berlin, Jörg Weisbrodt, qui devait assurer la mise en scène de cette pièce au Palais de la République¹⁹, cite dans un article consacré à cet opéra un parallèle explicite établi par Georg Friedrich Hass entre la Révolution française et la révolution sociale que la RDA devait apporter :

« Je vois un parallèle très net entre la déception – presque incompréhensible pour nous aujourd'hui – qu'a dû apporter jadis aux intellectuels la mise en œuvre de la Révolution française et la déception relative aux nombreuses utopies, qui, dès qu'elles ont été (en apparence ?) réalisées, ont produit l'inverse de ce à quoi l'on s'attendait²⁰. »

Cet opéra n'avait pas été choisi par hasard. L'idée était de mettre en scène, dans le lieu qui incarnait désormais mieux que nul autre l'utopie socialiste, les consé-

18 « Wir müssen die Erinnerungen, die Menschen aus Ostberlin mit dem Palast der Republik verbinden, ernst nehmen », Rita Süßmuth, présidente du Bundestag (CDU), voir page Internet du Verein zur Erhaltung des Palastes der Republik e.V., www.pdr.kultur-netz.de/verein_index.html [dernier accès : 27 avril 2004].

19 Le projet a finalement été abandonné en dépit de la subvention accordée par le fonds culturel de la capitale, *Hauptstadtkulturfonds*.

20 « Ich sehe eine deutliche Parallele zwischen der – für uns heute kaum nachvollziehbaren – Enttäuschung, die die Realisierung der französischen Revolution für die Intellektuellen damals haben muss, und unserer Enttäuschung über die vielen Utopien, die sobald sie (scheinbar?) verwirklicht wurden, das Gegenteil von dem bewirkt haben, was wir von ihnen erwartet hatten », Jörg Weisbrodt, « Nacht im Palast », dans Deuffhard, 2006 (note 1), p. 36.

quences de la perte des utopies privées et publiques, le désespoir et l'absence de repères qui en découlent. Dans le même mouvement, il s'agissait aussi de montrer que ces utopies étaient bien des utopies, et que leur réalisation concrète représentait nécessairement, par définition, une déception. Il n'y avait pas de *lieu* possible pour les réaliser, pour qu'elles deviennent autre chose qu'une construction imaginaire.

Deux mémoires collectives antagonistes : les différentes utilisations artistiques du monument avant sa destruction

Ainsi, on peut affirmer que le débat sur l'avenir du Palais de la République est un révélateur de l'affrontement entre deux mémoires collectives largement antagonistes : d'un côté l'effort des Allemands de l'Est pour résister à ce qu'ils perçoivent – au moins en partie – comme une forme d'alphabétisation culturelle venue de l'extérieur et de l'autre, une interprétation de l'unification comme une décision orientée contre le socialisme en tant que tel. Un article paru dans une revue critique espagnole tend même à radicaliser le débat, en voyant dans le déboulonnage du Palais de la République une nouvelle manifestation de la lutte des classes entre *Ossis* et *Wessis*²¹. L'auteur établit un parallèle entre la destruction du Palais de la République à Berlin et celle de la colonne Vendôme à Paris en 1871. Le centre de Berlin serait en train d'être redessiné, reconfiguré par les nouveaux pouvoirs politiques de l'Allemagne unifiée, et dans ce contexte, le déboulonnage du Palais de la République serait à analyser comme un élément d'une lutte des classes entre citoyens est-allemands et élites politiques ou économiques ouest-allemandes, dont l'enjeu serait finalement la construction symbolique du nouvel État. Le Palais était d'ailleurs parfois appelé « Boulet de la République », sur la base du jeu de mots en allemand autour de *Palast der Republik* et *Ballast der Republik*. Et cela montre bien le caractère encombrant du symbole véhiculé par cet édifice dans le cadre de la construction symbolique de la nouvelle Allemagne.

Claire Colomb considère ainsi que ce qui domine dans le discours sur la reconstruction du château est une vision spécifique de la « justice historique », de l'identité nationale et de la mémoire collective²². Les premières propositions architecturales pour cette reconstruction du château en lieu et place du Palais de la République ont été présentées en mai 1991 dans une galerie artistique berlinoise sous le titre « De la restitution de l'espace urbain et du château²³ ».

21 José María Durán, « El déboulonnage del “Palast der Republik”: ideología, iconoclasia moderna y la “Wunderkammer” capitalista en Berlín », dans *Nómadas. Revista crítica de ciencias sociales y jurídicas* 18, 2008, p. 3-24.

22 « Eine spezifische Vision historischer Gerechtigkeit, nationaler Identität und eines Kollektivgedächtnisses », Claire Colomb, « Revanchistische Stadtplanung und burdened landscapes im neuen Berlin », dans Deuffhard, 2006 (note 1), p. 143.

23 Thomas Beutelschmidt et Julia Novak, *Ein Palast und seine Republik*, Berlin, 2001, p. 237.

Claire Colomb souligne le sens du mot « restitution », qui fait référence selon elle à un « acte légitime de justice historique », comme les restitutions de biens confisqués par le SED par exemple, et en conclut que le projet de reconstruire le château est une forme de revanche symbolique sur le régime du SED : « De nombreux hommes politiques ouest-allemands veulent effacer du paysage urbain toutes les traces de la période de la RDA, qui représentent des symboles indésirables d'un "écart" dans l'histoire de l'après-guerre en Allemagne²⁴. »

Le Palais de la République a donc commencé à devenir un monument au sens fort du terme à partir du moment où la question de son éventuelle destruction a été posée, et dans une lecture de cette destruction comme une revanche symbolique : le déboulonnage du Palais de la République reposerait sur une volonté de désigner la RDA comme un *écart* temporaire dans une continuité historique incarnée par la seule RFA. Ce monument est alors devenu un symbole des « expériences culturelles perdues, dénigrées ou ignorées de toute une génération d'Allemands de l'Est²⁵ ». William Neill propose quant à lui de distinguer l'héritage du national-socialisme de celui du communisme, en mettant en évidence la reconnaissance du national-socialisme comme fait historique dans ce qu'il nomme « city of remorse » par opposition à l'effacement des traces du communisme dans la « city of victors »²⁶. On retrouve cette même idée sous une autre formulation dans l'ouvrage de Hanno Rauterberg : « La destruction a fait du Palais de la République un martyr, un symbole de la politique de mise à l'écart de l'histoire par la RFA²⁷. »

Pendant l'hiver 2000, deux artistes ont installé une œuvre d'art éphémère devant le Palais de la République – deux machines à laver – et ont invité les Berlinoises à venir laver leur linge chaque samedi en utilisant ces machines, en se débarrassant ainsi de leur linge sale dans l'espace public²⁸. Ce happening était conçu comme une métaphore du processus par lequel la nouvelle Allemagne issue de l'unification nettoie son histoire de tous les souvenirs qu'elle juge encombrants. Un tel type d'action artistique devait contribuer à ancrer la monumentalité du Palais de la République dans une volonté de faire reconnaître une histoire que l'on juge dénigrée, mise à l'écart.

Dans un autre contexte, la pièce de Döblin, *Berlin Alexanderplatz*, a été mise en scène par Frank Castorf et jouée devant ce monument juste avant sa destruction. La scène, de 50 mètres de long, était constituée par la façade du Palais, qui

24 « Viele westdeutsche Politiker wollen die Auslöschung aller Zeichen der DDR-Ära aus der städtischen Landschaft, die unerwünschte Symbole einer „Abweichung“ in der Nachkriegsgeschichte Deutschlands repräsentieren », Claire Colomb, dans *id.*, 2006 (note 22), p. 144.

25 « Der Palast wurde [...] zu einem Symbol der verlorenen, verunglimpften oder ignorierten kulturellen Erfahrungen einer Generation von Ostdeutschen », Claire Colomb, *ibid.*, p. 145.

26 William Neill, *Urban Planning and Cultural Identity*, Londres/New York, 2004.

27 « Ein Sofortabriss machte den Palast zum Märtyrer, zu einem Symbol für die Geschichtsentsorgungspolitik der BRD », Hanno Rauterberg, « Rettet den Palast der Republik! », dans *Die Zeit*, 19 août 2004.

28 Régine Robin, *Berlin chantiers : essai sur les passés fragiles*, Paris, 2001, p. 143-146.

n'avait pas été nettoyée depuis la chute du Mur et servait de décor à ce spectacle de cinq heures trente. Frank Castorf travaille dans la tradition du théâtre politique d'Erwin Piscator. Il a longtemps lutté pour la conservation du Palais de la République, défendant l'idée que les symboles peuvent être réutilisés, redéployés. Et cette mise en scène, qui a par ailleurs été très applaudie, devait permettre d'illustrer concrètement cette idée. La conviction sous-jacente est que l'héritage de la RDA aurait dû, au moins en partie, être redéployé au sein de l'Allemagne unifiée, trouver de nouvelles formulations, permettre des expérimentations nouvelles au lieu d'être détruit, à l'image du Palais. Il s'agit là d'une occasion que la nouvelle Allemagne n'a selon lui pas su saisir. C'est la raison pour laquelle Castorf a voulu réutiliser la façade du Palais, la contraindre à se plier à un usage inédit en tant que scène de théâtre.

D'une façon générale, de nombreuses réalisations artistiques étaient fondées sur l'idée que, si le projet de maison de la culture adressée aux classes populaires qui sous-tendait le Palais de la République avait clairement été instrumentalisé par le SED, il n'en demeurait pas moins une idée pertinente pour la société allemande de l'après 1990. La volonté de permettre aux classes ouvrières de pratiquer une activité culturelle, la notion de démocratisation de l'accès à la culture, de lutte contre la répartition socialement déterminée des pratiques artistiques, tous ces éléments avaient constitué la base de la construction du Palais – au moins sur le plan théorique – et certains voulaient montrer, en défendant le monument, que ceux-ci n'avaient pas perdu leur légitimité. C'est le cas de l'initiative citoyenne VOLKSPALAST qui a mis en place une série d'événements artistiques, sous le concept « 1000 Tage ZwischenPalastNutzung » : le Palais devait être utilisé pendant mille jours, où chaque jour un événement aurait lieu, avec mille idées mises en œuvre et mille invités au total. Ce programme a effectivement été réalisé entre 2003 et 2006 sur la base de règles très précises : tous les cinq jours, le Palais pouvait librement être utilisé à des fins notamment de publicité par les sponsors privés, qui ont largement contribué au financement du projet. En revanche, ces derniers ne devaient exercer aucune influence sur la nature du programme culturel. Des artistes célèbres ont ainsi investi les salles du Palais (par exemple Sasha Waltz dans un projet nommé *Dialogue 04*, un dialogue entre la danse, le théâtre, la musique et l'architecture), aux côtés d'artistes moins connus : citons à titre d'exemple le projet *Singing! Immateriell Arbeiten* qui réunissait chanteurs et comédiens autour du thème du travail et de son utilité sociale : « Il s'agit d'interroger la place du travail dans notre société en partant de chants ouvriers dans le lieu historique du Palais de la République. Que peut nous apprendre aujourd'hui le chant populaire sur les valeurs et le sens du travail²⁹ ? » L'ensemble des projets

29 « Der Stellenwert von Arbeit soll anhand überlieferter Arbeiterlieder am historische aufgeladenen Ort des Palasts der Republik überprüft werden. Was kann uns heute das Arbeiterlied über die Werte und die Bedeutung von Arbeit vermitteln? », dans Deuffhard, 2006 (note 1), p. 114.

conçus par VOLKSPALAST est décrit dans un ouvrage : *VOLKSPALAST, zwischen Aktivismus und Kunst*³⁰. Le mot « activisme » n'est évidemment pas utilisé par hasard. L'objectif de cette initiative était d'utiliser au maximum le Palais de la République, même si le principe de sa destruction ne pouvait plus être remis en cause. Il fallait, par la création d'une multitude d'événements culturels en son sein, montrer que certaines valeurs fondatrices n'avaient pas perdu leur pertinence.

Dans la même optique, le projet des cabinets Peanutz-Architekten et Raumlabor Berlin nommé *Fassadenrepublik* était construit sur l'idée de transformer le monument de l'intérieur. Toute la surface du sol était recouverte d'eau et plusieurs façades amovibles représentaient une infinité de monuments possibles : le visiteur en bottes de caoutchouc suivi d'un guide devait choisir d'agencer ces façades comme bon lui semblait et d'en supprimer certaines s'il le souhaitait. Il s'agit bien évidemment là encore d'une allusion au fait qu'un monument peut évoluer, se prêter à plusieurs formulations et en même temps d'une référence à la nécessité de prendre en compte la participation des citoyens. En somme, ces différentes utilisations artistiques du monument se résument dans l'expression utilisée par Dirk Baecker : « *eine im Palast der Republik verkörperte Gemeinschaftsauffassung* », c'est-à-dire une conception de la communauté, d'un mode d'être ensemble « incarné » par le Palais de la République. Le Palais de la République est perçu par ses défenseurs comme un monument qui incarne un système de société, qui lui donne corps.

Utopie socialiste et absence de lieu

Si l'on suit ce regard sur le Palais de la République comme une métonymie d'un mode d'être ensemble, on comprend clairement les enjeux politiques du débat autour du déboulonnage, et le fait que ce débat dépasse le cadre de l'affrontement entre deux mémoires :

« Quiconque prend position sur le démantèlement du Palais de la République doit prendre position sur le socialisme. Et c'est seulement dans le contexte des différentes modalités discursives d'évaluation du socialisme que l'on peut comprendre ce démantèlement³¹. »

L'affrontement est à nouveau vécu en termes de revanche (contre les communistes qui ont détruit le château, puis contre le système ouest-allemand qui

³⁰ Deuffhard, 2006 (note 1).

³¹ « Zum Sozialismus muss jeder Stellung nehmen, der im Streit um den Abriss des Palast der Republik Stellung nimmt. Und nur im Kontext der verschiedenen diskursiven Möglichkeiten der Bewertung des Sozialismus ist der Abriss zu verstehen », Dirk Baecker, dans *id.*, 2009 (note 17), p. 29.

détruit le Palais de la République). C'est la raison pour laquelle un cabinet d'architectes portugais de Porto a proposé d'appliquer au Palais de la République le principe de ce qu'ils appellent l'« architecture lente », probablement sur le modèle du *slow food* :

« Nous proposons une solution banale, dépourvue d'idées nouvelles ou d'images fortes, une stratégie des petits pas, l'architecture lente. Il existe au centre de Berlin un cercle vicieux de violence symbolique, dont on ne peut sortir qu'en mettant fin aux destructions³². »

Leur proposition est de conserver le Palast der Republik tout en reconstituant quand même le château à côté, afin de sortir de l'affrontement et de juxtaposer plusieurs époques historiques, pour s'extraire du « cercle vicieux de violence symbolique ». On pourrait objecter que le face-à-face des deux monuments, et donc des deux symboles, ne serait en lui-même pas totalement dépourvu de violence symbolique. Mais l'idée de cette architecture lente dont aurait besoin le Berlin de l'après-unification est intéressante. On la retrouve, sous une tout autre formulation, dans un débat public au sujet de l'avenir du Palais de la République organisé par une plateforme de jeunes architectes, Plattform Nachwuchsarchitekten³³. L'architecte Karl Ganser, un spécialiste des friches industrielles, a mis en garde lors de ce débat contre ce qu'il nomme l'« *Abriss auf Vorrat* », c'est-à-dire un démantèlement en réserve, en stock, avant de savoir véritablement ce que l'on va faire après. Il dénonce par le biais de cette expression le risque de fuite en avant.

Or, là encore, une mise en abyme est possible. Ce processus caractérise le processus d'unification allemande tout entier : on a choisi de réunifier très rapidement car le temps pressait, sans toujours prendre la mesure de ce que cela impliquait. Un *Abriss auf Vorrat* serait donc un démantèlement trop rapide, à courte vue, sans prendre le temps de laisser le monument trouver sa nouvelle place. Les organisateurs ont, dans le sillage de ces réflexions, proposé d'utiliser l'argent qui était destiné à être dépensé pour détruire le monument, afin de créer une fondation citoyenne pour le Palais de la République, Bürgerstiftung für den Palast der Republik, sur le modèle de la Stiftung für Industriedenkmalpflege und Geschichtskultur qui existe en Rhénanie-du-Nord-Westphalie. Cette fondation a pour slogan : « Alles stehen lassen und der Entwicklung Zeit geben »,

32 « Wir schlagen eine banale Lösung vor, ohne neue Ideen oder starke Bilder, eine Strategie der kleinen Schritte, langsame Architektur. Im Zentrum Berlins existiert ein Teufelskreis symbolischer Gewalt, der nur durchbrochen werden kann, wenn die Zerstörungen enden », description du projet *Slow Architecture / Langsame Architektur* d'ANC Arquitectos avec Christian Gänshirt, une contribution à *Abriss und dann? X Ideen für den Berliner Schlossplatz*, 2005 (note 12), www.urbancatalyst.net/ideenaufwurf/anc_arquitectos.

33 Nikolaus Bernau, *Stark im Glauben, arm an Fakten. Eine Debatte um den Palast der Republik*, dans *Berliner Zeitung*, 18 juillet 2005.

«ne rien détruire et donner du temps aux évolutions», ce qui est le contraire de *l'Abriss auf Vorrat*. Cela nous a semblé intéressant, car les cas où les défenseurs du Palais de la République font appel à des autorités comme des historiens de l'art ou des architectes de renom sont très rares. Deux des exceptions à ce constat concernent cet architecte, Karl Ganser, qui voit dans le déboulonnage une fuite en avant irréfléchie, et le projet architectural portugais qui plaide pour une architecture lente. Tout se passe donc comme si les défenseurs du Palais de la République luttent aussi, à travers la défense du monument, pour une gestion plus lente, plus réfléchie, de la transition. La précipitation avec laquelle on a agi dans de nombreux domaines serait à l'origine de nombreuses occasions manquées, et donc d'un déficit de prise en compte de ce que l'ex-RDA avait à apporter. On le voit, ces convictions montrent, là encore, que le débat sur l'avenir du Palais de la République est une *métonymie* du débat sur les modalités de l'unification elle-même. On peut lire, en creux, un discours sur l'unification, dans une très grande partie des prises de position des défenseurs de ce monument.

Cela explique aussi pourquoi les projets de transformation du site mis en avant par *Urban Catalyst*, le projet européen sur l'utilisation des friches industrielles, se retrouvent, à quelques exceptions près, sur l'idée d'inventer une nouvelle narrativité commune, une nouvelle mise en récit de l'histoire allemande qui permettrait de dépasser l'alternative Palais de la République / château. Citons deux exemples ici : le projet de Michael Zinganel, Michael Hieslmair et Hans H. Albers qui s'intitule *Playing Lost Nations (Monument der Behaglichkeit)* (ill. 2) et propose de disposer un parcours de minigolf où chaque étape reflèterait un monument symbolisant une étape de l'histoire allemande, le joueur devant passer avec sa balle dans tous les monuments successivement, donc passer par toutes les étapes de l'histoire, ce qui revient à tenter d'inventer une nouvelle forme de mise en récit de l'histoire par les monuments. On peut rapprocher ce projet de celui du cabinet berlinois Raumlabor nommé *Bergglück*, qui propose de placer une succession de montagnes de pierres en lieu et place du Palais (ill. 3)³⁴. Dans leurs pages de présentation du concept, les architectes expliquent qu'il sera impossible de traverser facilement ce champ de montagnes à pied et qu'il deviendra donc un lieu de mythes, de légendes urbaines, que cet endroit favorisera le développement d'un nouvel imaginaire collectif des Allemands. Là encore, on peut voir dans ce projet un effort pour sortir de l'affrontement symbolique entre l'héritage de la RDA et le retour à la tradition prussienne, en mettant en avant un nouvel imaginaire allemand commun.

34 Le financement devait se faire grâce aux citoyens qui auraient eu la possibilité d'acheter une montagne en pierre naturelle plus ou moins grande et donc plus ou moins chère dont ils seraient devenus les propriétaires.



2 Michael Zinganel, Michael Hieslmair et Hans H. Albers, *Playing Lost Nations* (*Monument der Behaglichkeit*), une contribution à l'exposition *Abriss und dann? X Ideen für den Berliner Schlossplatz*, Berlin, Palast der Republik, 2005, organisée dans le cadre du projet *Urban Catalyst*, www.urbancatalyst.net/ideenaufwurf/zinganel



3 Raumlabor (Markus Bader, Benjamin Foerster-Baldenius, David Lorenzo Cardenas, Tilli Sträß), *Bergglück*, une contribution à l'exposition *Abriss und dann? X Ideen für den Berliner Schlossplatz*, Berlin, Palast der Republik, 2005, organisée dans le cadre du projet *Urban Catalyst*, www.urbancatalyst.net/ideenaufruf/raumlabor2

Conclusion

Le mot de monument vient du latin *monumentum*, de *moneo*, « se remémorer ». Dans le cas du Palais de la République, nous avons pu constater que, de façon surprenante, le registre de la mémoire est pourtant peu présent dans les différents documents qui visent à empêcher le déboulonnage du monument. Le registre principal est celui de l'opposition au système ouest-allemand dominant, avec une violence parfois très grande dans les propos, qui reflète des enjeux dépassant largement la sauvegarde du monument en lui-même. La monumentalité de l'édifice est précisément à chercher dans cette caractéristique :

il est perçu par une partie de la population comme étant synonyme de société civile : sauver le Palais de la République, c'est sauver la société civile, défendre la *Graswurzel* contre le pouvoir d'en haut. Dans cette optique, le déboulonnage a pu apparaître comme un symbole du déficit démocratique qui aurait caractérisé selon certains l'unification du pays.

Et plus encore, ce bâtiment a fini par être perçu comme un édifice qui incarne un projet de société, ce qui en fait un monument véritablement à part en Allemagne. Le Palais de la République a commencé bien après la fin de la RDA à personnifier l'utopie, le rêve communiste et l'espoir d'élaboration d'une alternative au système ouest-allemand, ce qui est assez étrange pour un bâtiment qui était pourtant du temps de la RDA le siège du Parlement, et donc un symbole du pouvoir du SED. Il a incarné par la suite la résistance face aux tentatives pour faire table rase du passé, pour éliminer tout ce qui, au sein de la nouvelle capitale de l'Allemagne unifiée, rappelle la RDA.

Cela doit être remis dans le contexte plus général du débat autour des différentes formulations de la question nationale en Allemagne. Pour de nombreux représentants de la gauche intellectuelle, l'ouverture de la RFA sur l'Occident comme alternative à la réunification se fondait sur *le caractère exceptionnel du génocide* commis par le régime national-socialiste, et donc sur l'idée qu'Auschwitz ordonnait pour toujours une nouvelle approche de la question nationale. Dès 1990, de nombreux représentants de la gauche allemande ont ainsi mis en garde contre le risque de divorce entre la question nationale et les valeurs républicaines. Il existait en effet une forme d'adhésion à la RDA indissociable de ce passé allemand. Le corollaire est que l'unification a été perçue comme un processus ambivalent par de nombreux intellectuels, notamment est-allemands. Et l'on retrouve, nous semble-t-il, des traces de cette position dans le débat sur le Palais de la République.

Alors que, avant la division de l'Allemagne, plusieurs tendances artistiques se partageaient l'espace culturel sans que personne songe à établir une quelconque forme de hiérarchie entre elles, chaque tradition culturelle allemande a été définie et parfois perçue par les citoyens pendant la division comme l'expression d'une *Weltanschauung*, d'une vision du monde particulière, en concurrence avec l'autre. Ce discours maintenu en RDA pendant quarante ans peut expliquer – au moins en partie – pourquoi le débat sur le déboulonnage du Palais de la République a été si souvent formulé en termes de revanche, ce qui a compromis les chances d'élaborer une alternative crédible au débat bipolaire entre le Palais et le château. Entre le 26 janvier et le 10 mai 2005, l'artiste norvégien Lars Ramberg a installé sur le toit du Palais de la République les lettres du mot *Zweifel* (doute en allemand) en néon de plus de six mètres de haut. Cette décision peut se lire comme une volonté de questionner la perte de l'utopie qu'a incarnée ce monument en particulier à partir du moment où il a été question de le détruire. Grâce à un sponsor privé, la firme norvégienne Hydro, l'artiste a voulu transformer le Palais de la République en un « monument à la gloire de quinze années de

doute en Allemagne³⁵ ». En matière de gestion de l'héritage de la RDA, il aurait en effet peut-être été utile de prendre davantage le temps de douter, de donner du temps à la monumentalité de l'édifice sur le modèle de « l'architecture lente » que nous avons évoquée, plutôt que de prendre le risque de suggérer que l'on voulait effacer la RDA³⁶.

35 Voir Amelie Deuffhard et Philipp Oswalt, « The Making of Volkspalast », dans Deuffhard, 2006 (note 1), p. 41-50.

36 Pour l'élaboration de cet article, nous nous sommes appuyée en outre sur la sélection bibliographique suivante : Wilhelm von Boddien et Helmut Engel (éd.), *Die Berliner Schlossdebatte. Pro und Contra*, Berlin, 2000 ; Bruno Flierl, « Zwischen DDR-Moderne und Planwerk-Inszenierungen in Berlin-Mitte », dans Hans Stimmann (éd.), *Von der Architektur- zur Stadtdebatte. Die Diskussion um das Planwerk Innenstadt*, Berlin, 2001 ; Simone Hain, Michael Schroedter et Stephan Stroux, *Die Salons der Sozialisten. Kulturhäuser in der DDR*, Berlin, 1996 ; Anna-Inès Hennet, *Die Berliner Schlossdebatte im Spiegel der Presse*, Berlin, 2005 ; Andreas Hoffmann, *Verschwundene Orte. Prominente Abrisse in Berlin*, Berlin, 1997 ; Moritz Holfelder, *Palast der Republik. Aufstieg und Fall eines symbolischen Gebäudes*, Berlin, 2008 ; Uwe Rada, *Hauptstadt der Verdrängung. Berliner Zukunft zwischen Kiez und Metropole*, Berlin, 1997 ; Alice Rouyer, « Berlin ou l'ambition métropolitaine : nostalgie ou renaissance de la Weltstadt ? », dans Paul Claval et André-Louis Sanguin (éd.), *Métropolisation et politique*, Paris, 1997 ; Alexander Schug (éd.), *Palast der Republik. Politischer Diskurs und private Erinnerung*, Berlin, 2007 ; Internationale Expertenkommission Historische Mitte, *Abschlussbericht*, Bundesministerium für Verkehr, Bau und Wohnungswesen, Senatsverwaltung für Stadtentwicklung, Berlin, 2002.